



A LA UNE

CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL :
LES CLÉS D'UNE TRANSFORMATION DIGITALE INCLUSIVE
AU MAROC

compétitivité de l'économie ainsi que la réduction des inégalités sociales et spatiales.

Mettant en avant le fort potentiel du digital au Maroc, le CESE a mis l'accent sur les avancées notables qui ont été réalisées dans ce sens, notamment en matière d'infrastructures avec une bonne couverture internet (93% de la population dispose de la 4G, et 97% de la 3G), et un taux de pénétration de téléphonie mobile élevé.

Au niveau de l'éducation, l'avis souligne les efforts en matière d'équipement de 87% d'établissements scolaires qui ont été mis en place dans le cadre du programme GENIE, ainsi que les différentes initiatives lancées ultérieurement et intensifiées sur fond de pandémie (TelmidTice...).

Le Conseil note également les transformations en matière de digitalisation de l'administration et de certains secteurs (services bancaires numériques, paiement des taxes et impôts en ligne, dématérialisation des procédures douanières, le e-parapheur, le tribunal à distance pendant le confinement, etc...).

Toutefois, la majorité des procédures administratives restent informationnelles ou à sens unique, souvent complexes et incomplètes. Les différents efforts fournis et initiatives lancées restent « insuffisants pour assurer les prérequis d'une transformation digitale aboutie et résorber une fracture numérique patente que la crise de la Covid-19 n'a fait qu'exacerber », a fait observer le président du Conseil, **Ahmed Réda Chami**, lors de la rencontre consacrée à la présentation de l'avis.

Selon le Conseil, plusieurs faiblesses et fragilités peuvent expliquer cette situation notamment un retard accusé dans la mise en œuvre de politiques antérieures de transformation digitale au niveau de plusieurs secteurs tels que l'administration, la santé, l'éducation et l'industrie.

Il s'agit également du caractère parcellaire et parfois inadapté du cadre législatif et

réglementaire, notamment en matière de télétravail, du manque d'acteurs technologiques marocains, de la faible production d'un contenu digital, culturel et éducatif national en plus de la feuille de route nationale en matière d'Intelligence artificielle qui peine à voir le jour ou à se déployer, précise l'avis.

Il s'avère, dès lors, qu'il s'agit de défis de taille à relever en vue de rectifier le tir et de partir sur de bonnes bases et bâtir une économie orientée davantage vers le digital, afin d'assurer aux administrations et entreprises des environnements plus agiles.

C'est dans cette optique et sur la base d'un diagnostic partagé que l'avis du CESE a formulé une vision et plusieurs recommandations pour faire du digital un véritable levier de développement économique et social de notre pays, notant que pour ce faire, deux prérequis sont nécessaires.

Premièrement : assurer, dans un délai maximal de trois ans, un accès généralisé à l'Internet haut débit et très haut débit, à l'ensemble de la population, avec une qualité de service satisfaisante et un prix concurrentiel abordable. Deuxièmement : moderniser, dans un délai maximal de trois ans, les services administratifs par la digitalisation de l'ensemble des procédures administratives.

Au chapitre des recommandations, le Conseil souligne particulièrement la nécessité de travailler la gouvernance du programme numérique national, notamment en renforçant le rôle de l'Agence de Développement du Digital. Il recommande, en outre, de se doter d'un cadre réglementaire complet et adapté en matière de digitalisation, notamment en ce qui concerne le télétravail et la protection des données et d'améliorer la cyber-sécurité et la souveraineté numérique.

* Source :

<https://www.cese.ma/media/2022/01/Avis-Transformation-digitale-VF-.pdf>

À travers son avis intitulé « **Vers une transformation digitale responsable et inclusive** », qui traite d'une thématique constituant de plus en plus un enjeu majeur pour l'avenir du Maroc, le Conseil Économique Social et Environnemental partage sa vision sur une transformation digitale responsable et inclusive.

Le Maroc négocie, en effet, un tournant décisif depuis le déclenchement de la crise sanitaire liée au coronavirus, une réalité qui a démontré, selon l'avis du CESE, « le caractère crucial et urgent de l'accélération de cette transformation et de la généralisation de l'accès aux prestations et services numériques, à toute la population ».

Considérée comme un véritable levier pour le développement et un pilier de la transformation stratégique de la société, la digitalisation favorise, selon le Conseil, l'amélioration de la qualité des interactions entre citoyens et administrations, et l'émergence de nouveaux paradigmes économiques et sociaux, notamment, l'augmentation de la productivité et de la